

Questions orales

Mme le vice-président: Malheureusement, le temps de l'honorable député est expiré.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Madame la Présidente, je voudrais poser une question au vice-premier ministre. Le gouvernement insiste pour fermer le Parlement, prétextant qu'il a besoin d'un peu plus de temps, en fait de plus d'un mois, pour rédiger un nouveau discours du Trône. En réalité, il cherche désespérément à rafraîchir ses vieilles mesures désuètes et inadéquates.

Le gouvernement n'a sûrement pas besoin d'un mois supplémentaire pour découvrir que le pays fait face à un problème économique très grave et très critique, du fait qu'il y a plus de 1,4 million de chômeurs au pays.

Le vice-premier ministre peut-il nous promettre aujourd'hui que le nouveau discours du Trône annoncera la création sur-le-champ d'un programme de plein emploi, afin de laisser une lueur d'espoir aux plus de 1,4 million de chômeurs canadiens, victimes des mesures économiques discréditées qu'a prises ce gouvernement raté et fatigué.

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je suis surpris que le député pose cette question dans le contexte actuel, puisque j'ai cru comprendre que les leaders parlementaires ont exprimé, au cours des discussions qu'ils ont eues, le désir qu'on leur accorde, après l'adoption de la résolution modifiant le Règlement de la Chambre, un peu de temps pour se préparer en vue de la prochaine session du Parlement.

Il est normal d'avoir plus d'une session au cours d'une législature. Le gouvernement a décidé de rédiger un discours du Trône qui traduira certaines des grandes préoccupations de nos concitoyens, en ce qui concerne l'unité nationale, les perspectives économiques et le maintien des mesures adéquates qui nous ont permis de bâtir un Canada fort.

Le député admettra que les statistiques pour le mois en cours dénotent, pour la première fois depuis cinq mois, une augmentation nette des emplois créés au pays, ce qui est une signe encourageant.

Il n'y avait pas lieu de s'étonner de la brève période de ralentissement que nous avons traversée. Le ministre des Finances en avait clairement fait mention dans son exposé budgétaire. Il avait prédit aussi que l'économie devrait se redresser au second semestre cette année. Depuis sept ans qu'il est ministre des Finances, ses prédictions se sont toujours avérées.

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Madame la Présidente, le vice-premier ministre parle d'un certain ralentissement. Pourquoi ne reconnaît-il pas, comme le ministre des Finances a finalement été contraint de le faire, que nous sommes aux prises avec une très grave récession provoquée par les politiques économiques du gouvernement?

[Français]

Madame la Présidente, la situation tragique dans laquelle se trouvent les travailleurs partout au pays ne semble pas s'améliorer.

À Trois-Rivières, le taux de chômage est de 16 p. 100, ce qui représente 9 000 chômeurs.

À Sherbrooke, il y a 8 000 chômeurs et dans la région de Chicoutimi, un autre 8 000 chômeurs.

Alors, je demande ceci au premier ministre suppléant: Peut-il rassurer les Canadiens et les Canadiennes aujourd'hui même et leur garantir que le discours du Trône présentera des politiques de plein emploi qui auront un impact immédiat?

Pourquoi ne donne-t-il pas un peu d'espoir aux Canadiens qui souffrent du chômage à cause de ces politiques désuètes? Peut-il nous donner une réponse positive aujourd'hui dans les intérêts de nos chômeurs?

• (1120)

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Madame la Présidente, les vieilles politiques usées sont celles que prône le député. Ce sont des politiques qui ont échoué, à l'époque où le député faisait partie du gouvernement. Nous n'allons pas les reprendre.

Je rappelle au député qu'en vertu des politiques qu'il appliquait au début des années 1980, le taux de chômage a atteint 14 p. 100, les taux d'intérêt ont grimpé à 22 p. 100, et nous avons connu une récession désastreuse en 1981-1982.

Nous appliquons actuellement un ensemble de politiques conçues pour nous sortir de la récession actuelle. Ces politiques visent à faire baisser les taux d'intérêt. Nous notons actuellement certains signes de relance économique. Il suffit de voir ce qui se produit dans le marché de l'habitation. Les ventes de maisons ont fait